

M**oniteur **micro-Économique

**Et un rapport spécial sur:
*L'augmentation récente
du nombre de faillites***

Quatrième trimestre de 1995

**Direction de l'analyse de la politique micro-économique
Secteur de la politique industrielle et scientifique
Industrie Canada**

Table des matières

Aperçu	A
Scène canadienne	
Activité économique réelle	B
Revenus	C
Mouvements des prix	D
Situation du marché du travail.....	E
Variables financières	F
Évolution des finances publiques.....	G
Compétitivité	H
Comptes internationaux	I
Aperçu de la situation des secteurs.....	J
Rapport spécial : l'augmentation récente du nombre de faillites	
Les faits	K
Faillites personnelles	
Nature et étendue du problème	L
Déterminants	M
Profil socio-économique des faillites personnelles	N
Cadre législatif	O
Conclusion	P
Faillites commerciales	
Nature et étendue du problème	Q
Déterminants	R
Modifications proposées à la Loi sur la faillite et l'insolvabilité	S
Conclusion	T

Aperçu

L'atonie des dépenses intérieures freine la croissance...

1995 a été une année de contrastes économiques.

- **Le secteur des exportations du Canada a connu des succès remarquables, atteignant des sommets et enregistrant le plus important excédent du commerce de marchandises depuis longtemps observé.**
- **L'investissement des entreprises s'est aussi distingué, les sommes investies dans les machines et l'équipement (M&E) atteignant des niveaux records. Les bénéfices des entreprises ont été soutenus, et le revenu du travail a progressé à la fin de l'année.**

Pourtant l'économie a peine pour afficher une maigre croissance.

Malgré les excellents résultats obtenus par les secteurs du commerce et des entreprises, il faut reconnaître que les dépenses de consommation sont encore d'une importance primordiale pour la prospérité économique globale - les dépenses de consommation interviennent pour les deux tiers de la production de l'économie.

...et la création d'emplois

Il est difficile de stimuler la demande des consommateurs. En effet, ces derniers sont peu confiants et hésitent beaucoup à augmenter leurs dépenses. Le manque d'optimisme des consommateurs à l'égard de la situation économique s'explique par le lourd endettement des ménages, la transformation du marché du travail, l'augmentation de l'insécurité de l'emploi et l'instabilité des revenus.

La progression spectaculaire de l'insolvabilité des consommateurs, observée ces dernières années, reflète d'ailleurs ces préoccupations. Cette situation est examinée dans le présent rapport spécial sur l'augmentation récente du nombre de faillites.

En général, les secteurs à vocation exportatrice ont obtenu de meilleurs résultats que les secteurs tournés vers l'intérieur.



Scène canadienne

Activité économique réelle

L'économie a progressé avec peine en 1995...

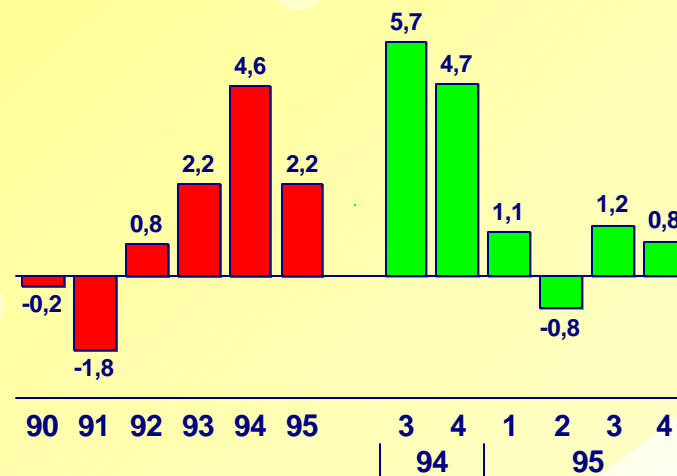
Au quatrième trimestre, la croissance a langué -- l'activité économique n' a progressé que de 0,8 % (taux annuel).

Au cours des trois premiers trimestres de 1995, l'activité économique a aussi été fort apathique.

La croissance du PIB fut beaucoup plus soutenue en 1994.

Croissance réelle du PIB

% ADTA



Source: Statistique Canada

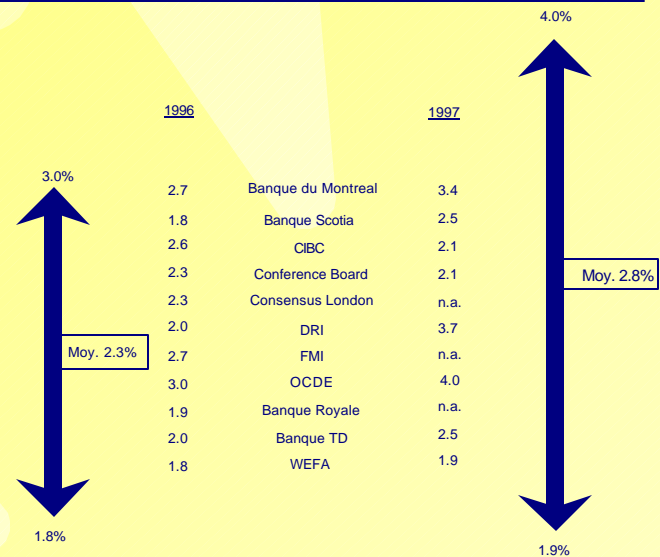
...et la croissance ne devrait être que légèrement meilleure cette année et l'an prochain.

Selon les prévisionnistes, la croissance devrait être modérée, cette année et l'an prochain, et s'établir en moyenne à quelque 2,5 %.

Quel est le consensus général?

- La poursuite de la baisse des taux d'intérêt, ici et aux États-Unis, va continuer de stimuler les exportations et l'investissement et en venir à mener à un accroissement de la consommation intérieure.

Perspective de croissance du PIB réel



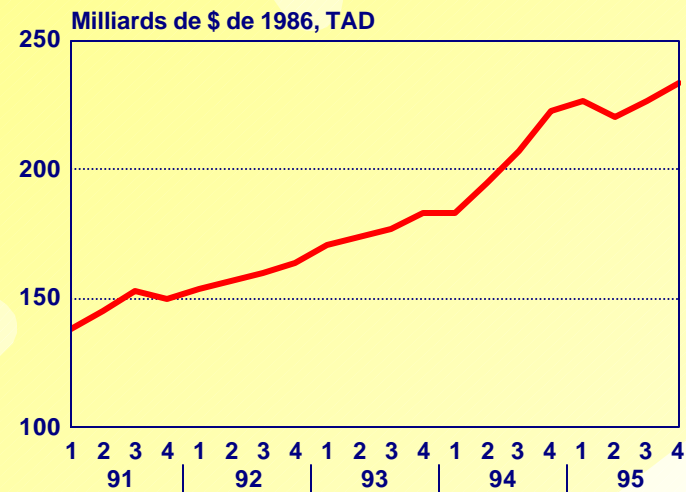
Nota: Les prévisions du FMI ont été établies en octobre 1995, celles des autres institutions; en décembre 1995.

Toutefois, les exportations bondissent...

Les exportations réelles de marchandises ont atteint de nouveaux sommets en 1995, contribuant à un excédent record du commerce de marchandises, 28,3 milliards de dollars.

La demande étrangère de machinerie et équipement (M&E), de matériaux industriels, d'automobiles et de produits forestiers canadiens a alimenté l'augmentation des exportations.

Exportations nettes de biens et de services



Source: Statistique Canada

...l'investissement des entreprises dans les M&E atteint des niveaux records...

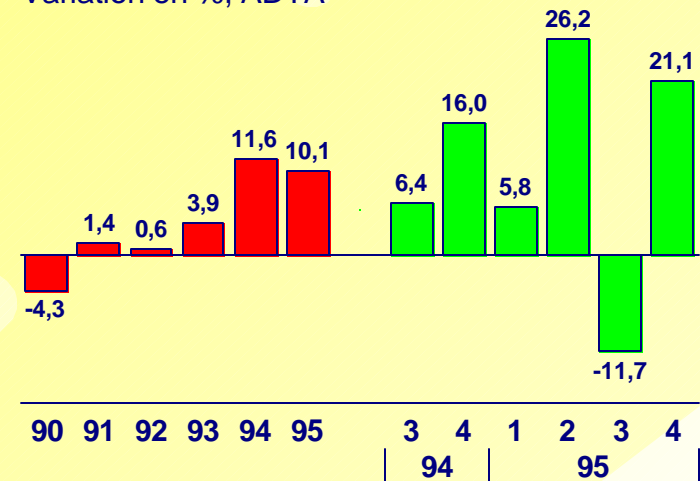
La croissance de l'investissement des entreprises dans les M&E a rebondi au quatrième trimestre.

D'ailleurs, dans les domaines de pointe, comme les ordinateurs et les aéronefs, l'investissement a été particulièrement notable.

Durant la majeure partie des deux dernières années, l'investissement des entreprises dans les M&E s'est maintenu à des niveaux records. Il devrait continuer d'être élevé au cours des deux prochaines années. Cela augure bien pour la croissance et la compétitivité des sociétés canadiennes.

Croissance réelle des machines et de l'équipement

Variation en %, ADTA



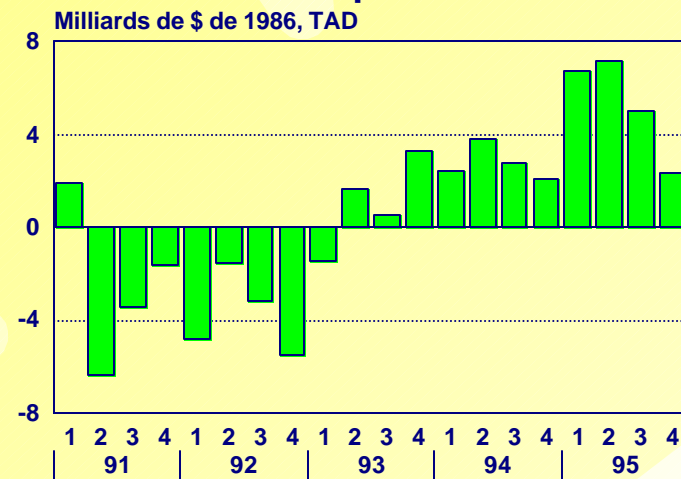
Source: Statistique Canada

...et les stocks sont en voie d'être maîtrisés.

Les stocks ont continué de s'accumuler au dernier trimestre de 1995, mais à un rythme beaucoup plus lent qu'auparavant.

La décélération de la croissance des stocks est attribuable aux secteurs manufacturier, du commerce et de l'agriculture.

Évolution des stocks des entreprises

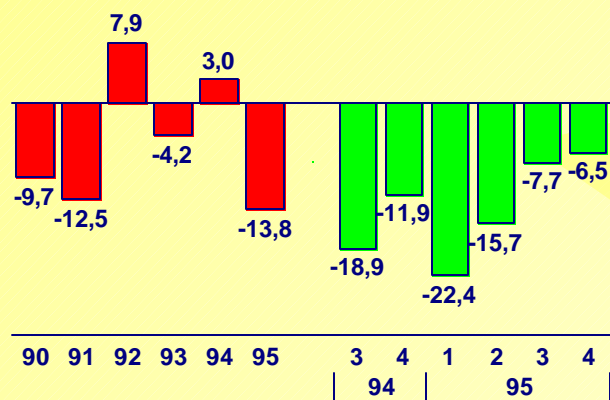


Source: Statistique Canada

Mais l'activité dans le secteur de la construction demeure faible...

Croissance réelle de la construction résidentielle

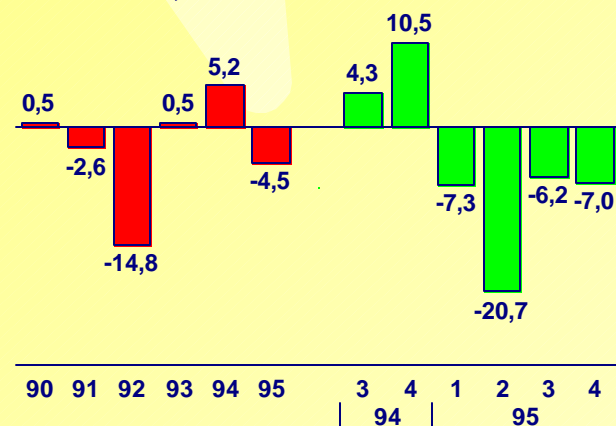
Variation en %, ADTA



Source: Statistique Canada

Croissance réelle de la construction non résidentielle

Variation en %, ADTA



Source: Statistique Canada

Dans le secteur de la construction, l'activité a continué de se replier. L'investissement dans la construction résidentielle a diminué pour un sixième trimestre consécutif. La construction non résidentielle a quant à elle affiché son quatrième recul de suite, l'ingénierie particulièrement a été durement touché au quatrième trimestre.

La dernière enquête sur les intentions des investissements privés et publics au Canada révèle que la faiblesse observée dans ce secteur persistera en 1996.

...et les dépenses de consommation ont décroché.

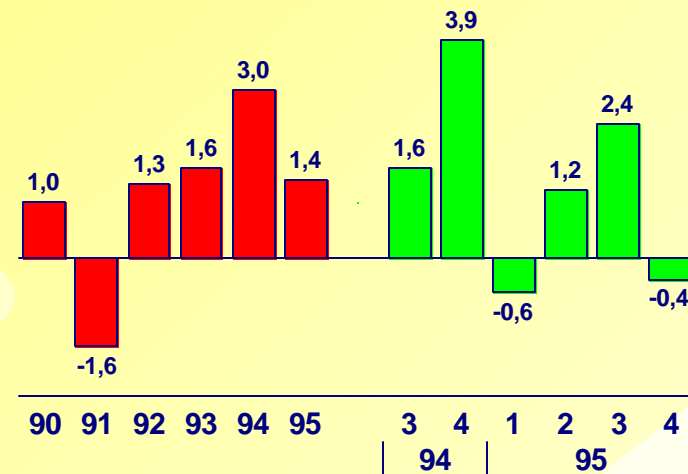
Les dépenses de consommation se sont maintenues à un bien faible niveau en 1995 et ont même diminué au quatrième trimestre.

Les consommateurs ont réduit leurs achats d'autos, de biens ménagers et de vêtements et se sont plutôt employés à augmenter leur épargne et à diminuer leur endettement.

Les dépenses de consommation devraient reprendre légèrement au cours des deux prochaines années (d'environ 2,5 % par an).

Croissance des dépenses réelles de consommation

Variation en %, ADTA



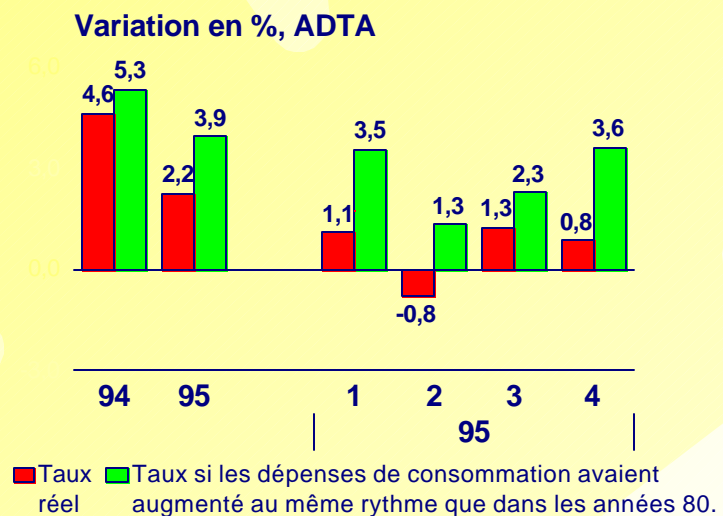
Source: Statistique Canada

Si les dépenses de consommation avaient crû au même rythme qu'auparavant...

Les dépenses de consommation croissent présentement à un rythme historiquement lent : 2,2 % en moyenne en 1995, comparativement à 4,2 % durant la période d'expansion de 1983 à 1989.

Si les dépenses de consommation avaient progressé au rythme observé pendant les années 80, en 1995, le PIB aurait crû d'environ 3,9 % plutôt que de 2,2 %.

Croissance réelle du PIB



Source: Statistique Canada

Scène canadienne

Revenus

Le revenu du travail croit plus rapidement...

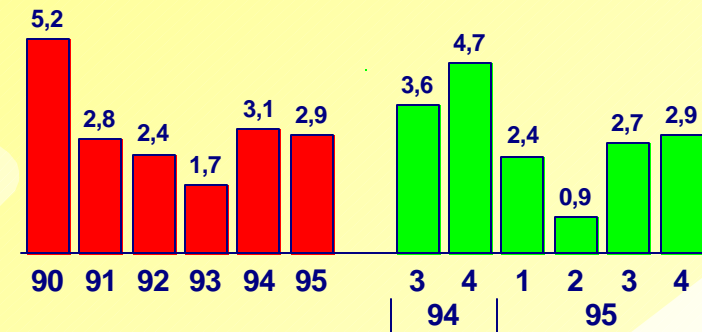
Le revenu du travail a augmenté à un rythme annuel de 2,9 %, au quatrième trimestre de 1995.

C'est le deuxième trimestre consécutif où l'on observe une hausse marquée du revenu du travail.

Après avoir progressé très faiblement au deuxième trimestre, le revenu du travail croît maintenant plus rapidement que l'inflation. Cela devrait contribuer à redonner confiance aux consommateurs.

Croissance du revenu du travail

Variation en %, ADTA



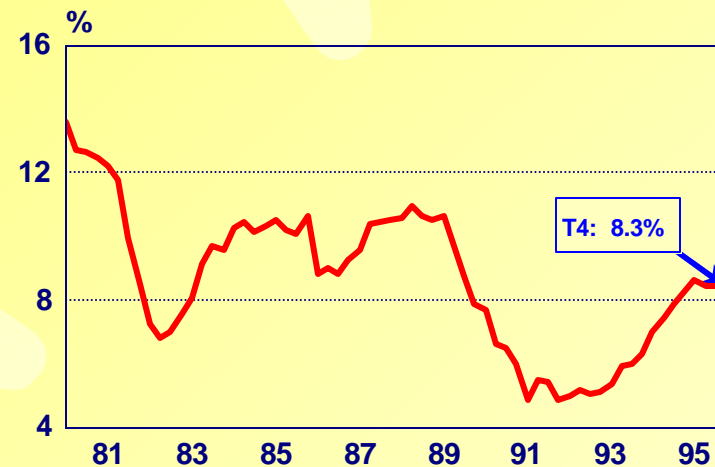
Source: Statistique Canada

...tandis que les bénéfices des sociétés diminuent très légèrement.

Au quatrième trimestre, les bénéfices des sociétés ont baissé quelque peu.

Néanmoins, 1995 a été une bonne année pour les sociétés. Leurs bénéfices appréciables leur ont permis d'améliorer leur bilan -- les sociétés sont devenues des prêteurs nets pour la première fois depuis 1985.

Ratio des bénéfices* des sociétés au PIB



* Avant impôts
Source: Statistique Canada

Scène canadienne

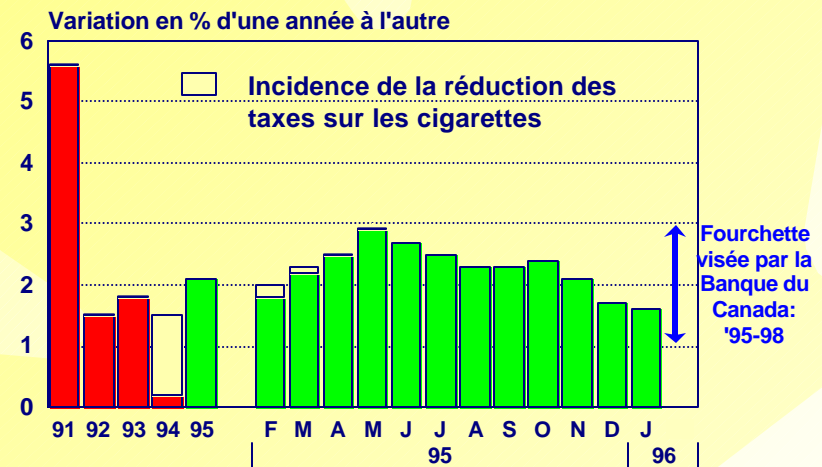
Mouvements des prix

L'inflation a diminué au quatrième trimestre...

En janvier, le taux d'inflation s'est chiffré à 1,6 %, le deuxième mois consécutif sous la barre des 2 %, à la faveur de la poursuite de l'atténuation des pressions inflationnistes.

Le taux d'inflation observé au Canada demeure l'un des plus faibles parmi les pays du G-7.

Indice des prix à la consommation



Source: Statistique Canada et Banque du Canada

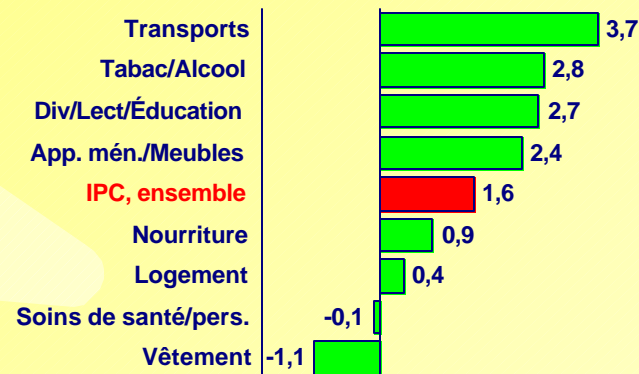
...même si les frais de transport ont poursuivi leur rapide montée.

Les augmentations de prix les plus importantes ont été enregistrées par :

- les automobiles neuves
- les primes d'assurance-automobile
- l'essence
- les fournitures de papier
- les services téléphoniques
- les prêts hypothécaires
- les loyers

Composantes de l'inflation: Janvier/96

Variation des prix d'une année à l'autre, en %



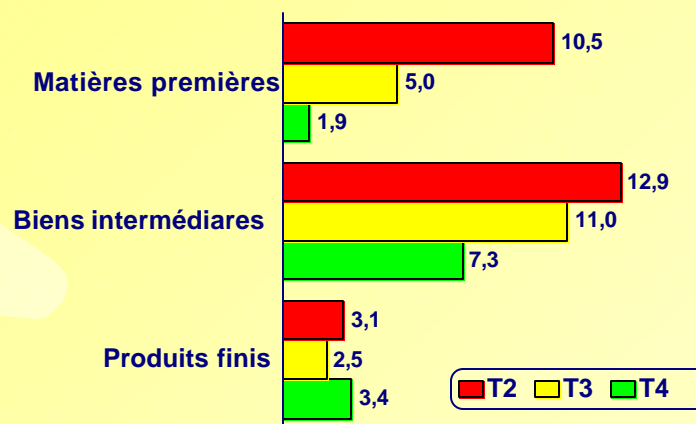
Source: Statistique Canada

Les pressions exercées sur les producteurs par les prix ont continué de s'atténuer ...

Les prix des matières premières n'ont progressé que de 1,9 %, et le rythme d'augmentation des biens intermédiaires a aussi ralenti.

Chaîne des prix - 1995

En %, variation de prix d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada

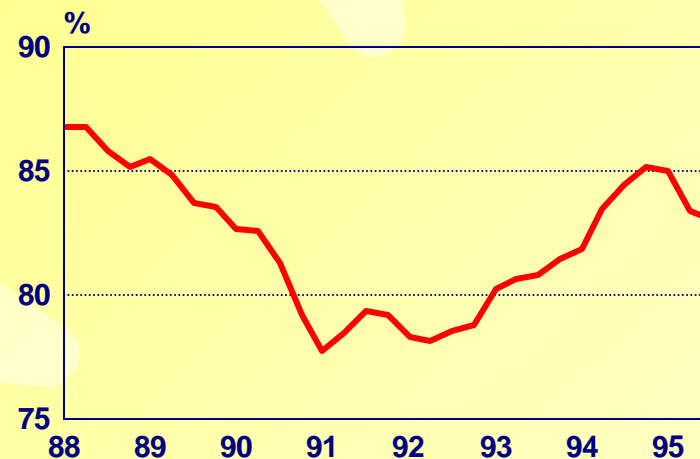
...à la faveur de la mise en service de capacités additionnelles.

Le taux d'utilisation des capacités est tombé à 83,1 % au troisième trimestre de 1995, par suite de la mise en service de capacités additionnelles.

Les sommes importantes investies dans les usines et l'équipement de pointe au cours des deux dernières années ont contribué à augmenter le potentiel de production de l'économie, ce qui a été propice à une expansion non inflationniste.

Néanmoins, le taux d'utilisation des capacités est demeuré au-dessus des 90 % dans les secteurs des métaux de première transformation, des produits électriques et électroniques, des produits en caoutchouc, des produits du papier et des produits connexes, du pétrole raffiné et des produits du charbon.

**Taux d'utilisation de la capacité
Ensemble des biens non agricoles**



Source: Statistique Canada

Scène canadienne

Situation du marché du travail

L'emploi montre des signes de redressement...

1995 a été une année décevante pour la création d'emplois, seulement 99 000 emplois ont été créés. Le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 121 000, mais le nombre d'emplois à temps plein a fléchi de 22 000.

Toutefois, la croissance observée au cours des deux derniers mois suscite de l'espoir pour l'avenir : 37 000 emplois à temps plein et 7 000 emplois à temps partiel ont été créés en janvier, et 49 000 en décembre.

En 1995, le nombre d'emplois dans le secteur des biens a diminué de 35 000*.

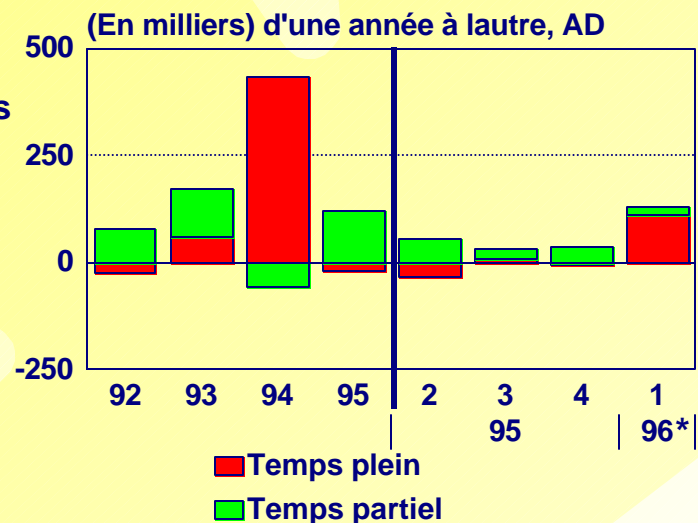
- Et le secteur manufacturier (-2 000) et le secteur de la construction (-17 000) ont subi des pertes d'emplois.

Le secteur des services a quant à lui vu son nombre d'emplois augmenter de 131 000*.

- Les secteurs du commerce (+48 000), du transport, des communications et des autres services publics (+25 000) ont affiché une solide croissance.
- Le secteur de l'administration publique a enregistré le plus important recul (-74 000).

*Nota : Ces données ne totalisent pas 99 000, vu que leur mode de collecte diffère.

Création d'emplois



* Les estimations trimestrielles sont fondées sur des données de janvier.

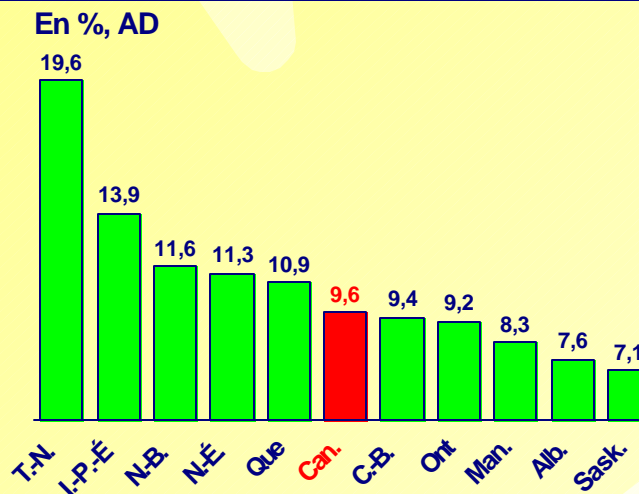
Source: Statistique Canada

...mais le taux de chômage a encore augmenté.

Malgré la vigoureuse croissance de l'emploi observée en janvier, le taux de chômage mensuel s'est accru de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 9,6 % -- consécutivement à une hausse notable de la population active.

Le taux de chômage a bondi de 2,7 points de pourcentage à Terre-Neuve et de 0,9 point de pourcentage en Nouvelle-Écosse. Il n'a pas varié autant dans les autres provinces.

Taux de chômage: Janvier/96



Source: Statistique Canada

Scène canadienne

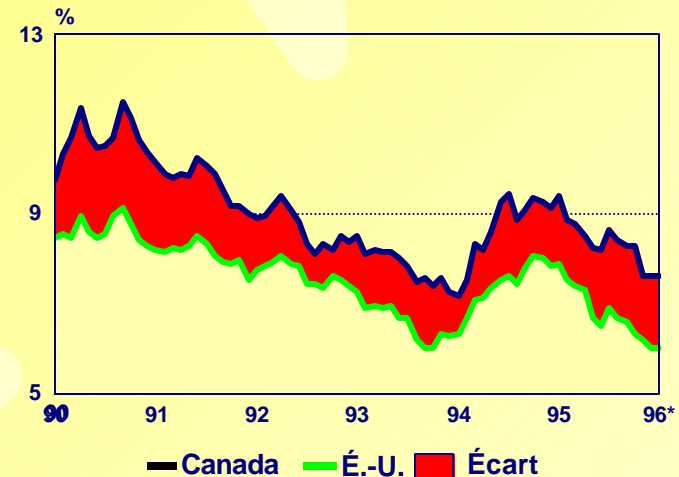
Variables financières

Les taux d'intérêt ont diminué.

Les taux d'intérêt ont fléchi, en raison de l'absence de pressions inflationnistes et de la politique d'austérité budgétaire adoptée par les différents gouvernements.

Tant que l'inflation demeure sous contrôle et que les budgets continuent d'être marqués du sceau de la responsabilité financière, les taux d'intérêt à long terme devraient poursuivre leur baisse au cours des mois à venir.

Taux d'intérêt à long terme



* Jusqu'en janvier

Source: Banque du Canada, obligations à long terme du gouvernement, dernier mercredi du mois

Les taux d'intérêt à court terme canadiens et américains ont convergé...

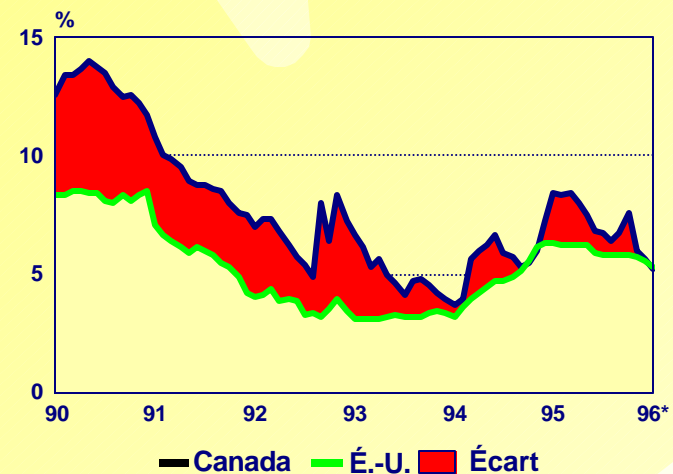
Les taux d'intérêt à court terme canadiens et américains ont convergé rapidement après le référendum du Québec.

Depuis la fin d'octobre, les taux canadiens se sont repliés de 181 points de base par rapport à ceux pratiqués aux États-Unis. À la fin de janvier, ils étaient inférieurs de 9 points de base aux taux américains.

Tant au Canada qu'aux États-Unis, on s'attend à la poursuite de la baisse des taux d'intérêt.

Toutefois, le Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve semble être raisonnablement content du rythme de croissance de l'activité aux États-Unis et fait preuve de prudence en matière de réduction des taux.

Taux d'intérêt à court terme



* Jusqu'en janvier

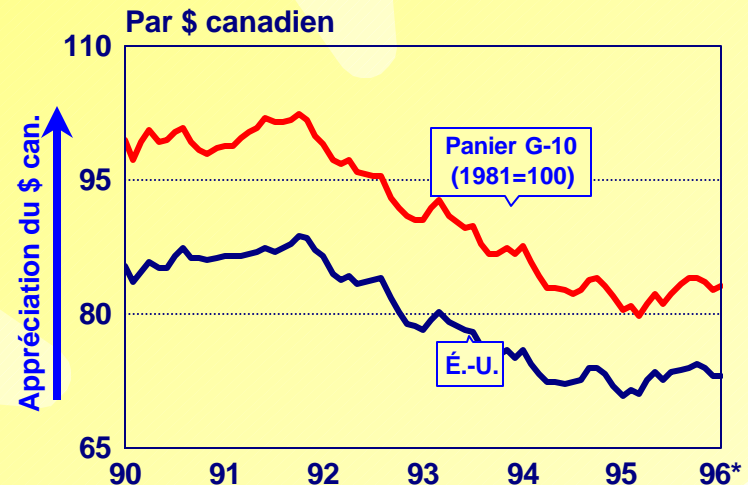
Source: Banque du Canada, effets de commerce à 90 jours, dernier mercredi du mois.

...ce qui a entraîné une diminution de la valeur de change du dollar canadien.

Le dollar s'est replié depuis la tenue du référendum, l'écart entre les taux d'intérêt à court terme canadiens et américains se rétrécissant.

Depuis la fin de janvier, le dollar se négocie sous la barre des 73 cents US, et rien n'indique qu'il va sortir de cette fourchette de négociation dans un proche avenir.

Taux de change



* Jusqu'en janvier

Source: Banque du Canada

Scène canadienne

Évolution des finances publiques

Sur la voie de la santé financière

L'État remet de l'ordre dans ses finances.

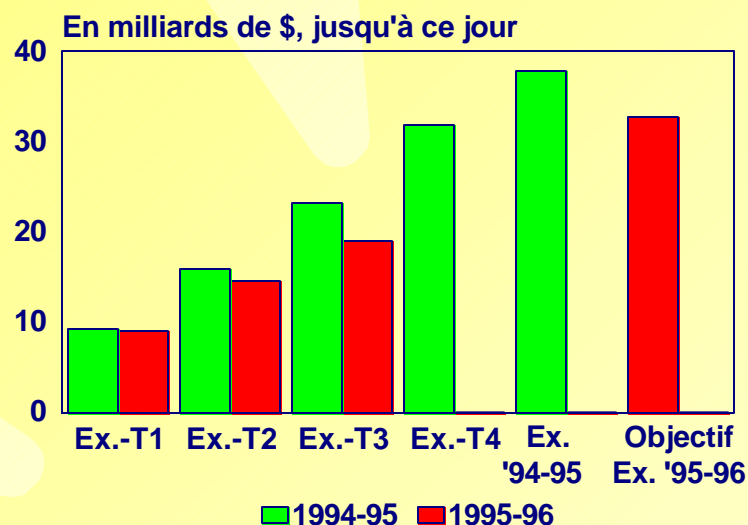
Un excédent de 148 millions de dollars a été enregistré en décembre 1995, le premier excédent mensuel observé depuis mars 1992.

Le déficit pour les trois premiers trimestres de l'exercice s'est chiffré à 19,1 milliards de dollars, en baisse de 3,3 milliards par rapport à la même période en 1994-1995.

Avec un seul trimestre à venir, l'objectif de 32,7 milliards de dollars pour le déficit de 1995-1996 devrait être atteint, et ce, malgré une croissance plus faible que prévu -- les taux d'intérêt ont été inférieurs aux prévisions, et l'État dispose d'une réserve pour éventualités de 2,5 milliards de dollars.

Les prévisionnistes sont également optimistes quant à l'atteinte de l'objectif prévu pour 1996-1997 (un déficit ne dépassant pas 3 % du PIB).

Déficit fédéral -- Exercice



Source: Finances Canada



Scène canadienne

Compétitivité

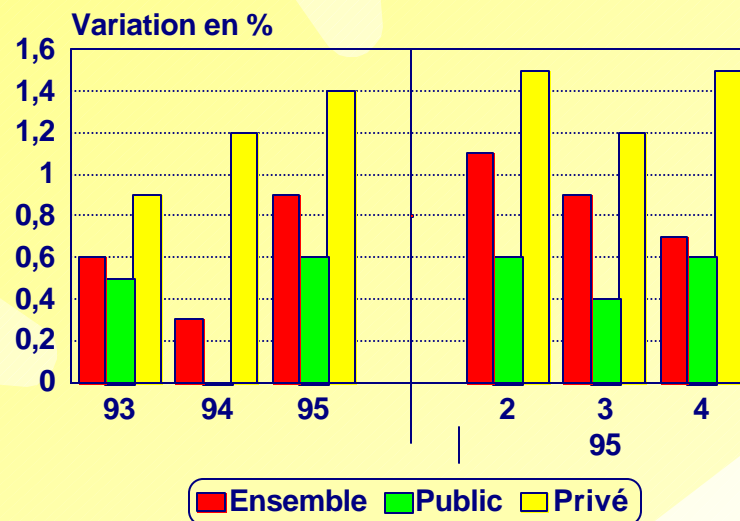
Les accords salariaux sont faibles...

Les accords salariaux ont augmenté de 0,7 % (rythme annuel) au quatrième trimestre, ce qui a porté l'ensemble des accords salariaux à 0,9 % pour l'année -- un taux bien inférieur à celui de l'inflation.

Il s'agit d'une hausse par rapport au niveau plancher record de 0,3 % enregistré en 1994. Toutefois, le taux demeure fort inférieur au sommet le plus récent, 5,6 %, atteint en 1990.

Le secteur privé a affiché une augmentation de 1,4 % en 1995, alimentée surtout par les secteurs manufacturier et primaire, avec des hausses salariales respectives de 2,4 et de 2,5 %.

Règlements salariaux*



* Selon les grands syndicats (+500 membres)
Source: Développement des ressources humaines

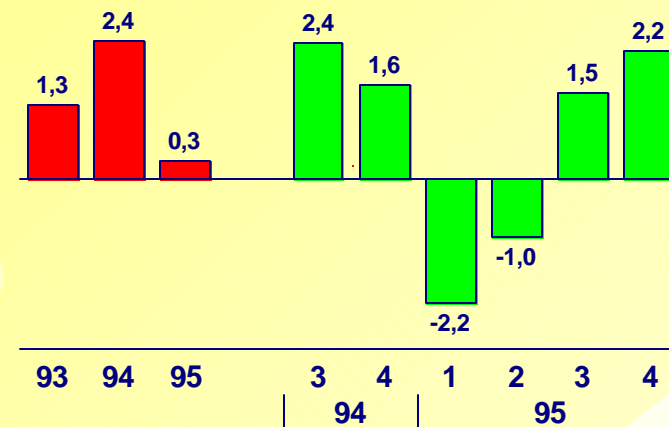
...et la productivité de la main-d'oeuvre continue de croître...

Au quatrième trimestre de 1995, la productivité de la main-d'oeuvre a crû pour un deuxième trimestre consécutif. Cette croissance reflète les investissements records dans les M&E.

Dans l'ensemble, cependant, la croissance de la productivité a été négligeable en 1995.

Croissance de la productivité du travail

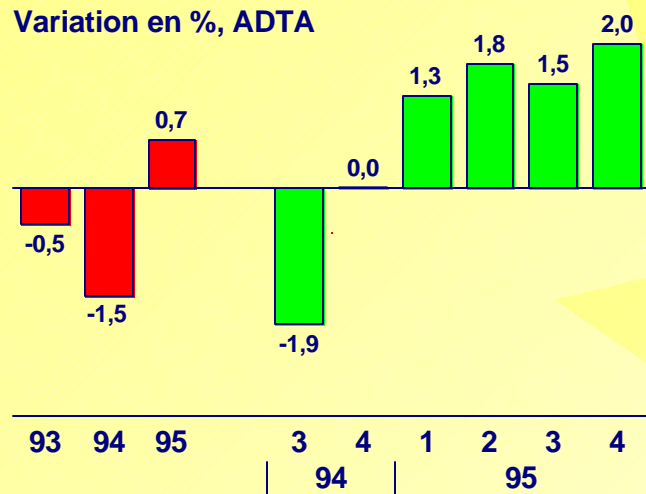
Variation en %, ADTA



Source: Statistique Canada

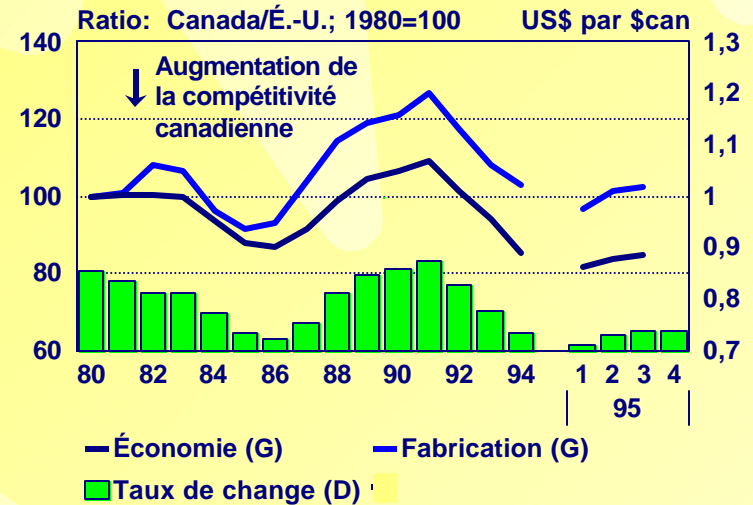
...mais cela ne suffit pas pour augmenter la compétitivité.

Croissance des coûts unitaires de la main-d'oeuvre



Source: Statistique Canada

Comparaison des coûts unitaires de la main-d'oeuvre (\$US)



Source: DRI Canada, U.S. Dept. of Labor

Dans l'attente des résultats du quatrième trimestre*, on constate que la compétitivité du Canada vis-à-vis les États-Unis a diminué en 1995, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ayant progressé plus rapidement au pays que chez nos voisins du Sud.

Les résultats du quatrième trimestre sont inégaux. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens ont crû; toutefois, le dollar canadien s'est légèrement déprécié.

*Nota : Les données américaines ne sont pas disponibles, en raison de l'interruption des activités de l'administration fédérale des États-Unis.



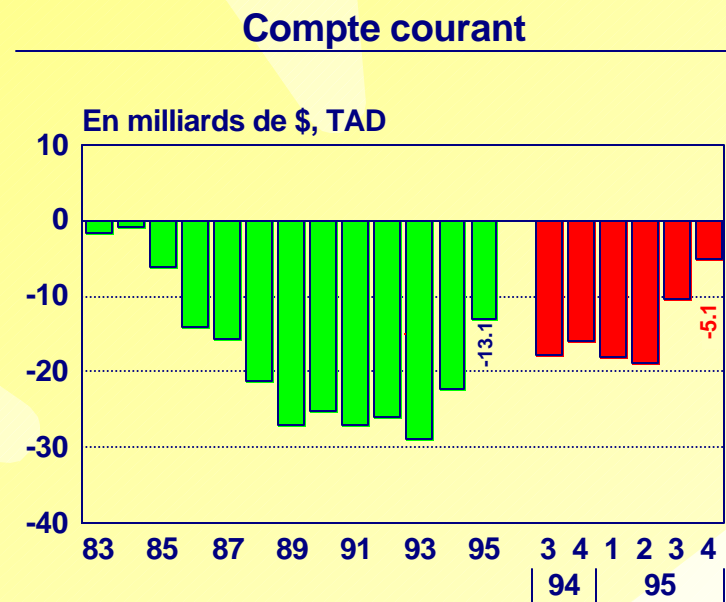
Scène canadienne

Comptes internationaux

Le déficit de la balance courante est descendu à un niveau jamais enregistré en dix ans...

Le déficit de la balance courante est descendu à un niveau plancher jamais enregistré en dix ans, au quatrième trimestre. Il est en effet tombé à 5,1 milliards de dollars (montant annualisé).

Le déficit de la balance courante pour l'ensemble de 1995 s'est chiffré à 13,1 milliards de dollars, en baisse par rapport au déficit de plus de 22 milliards enregistré en 1994.



Source: Statistique Canada

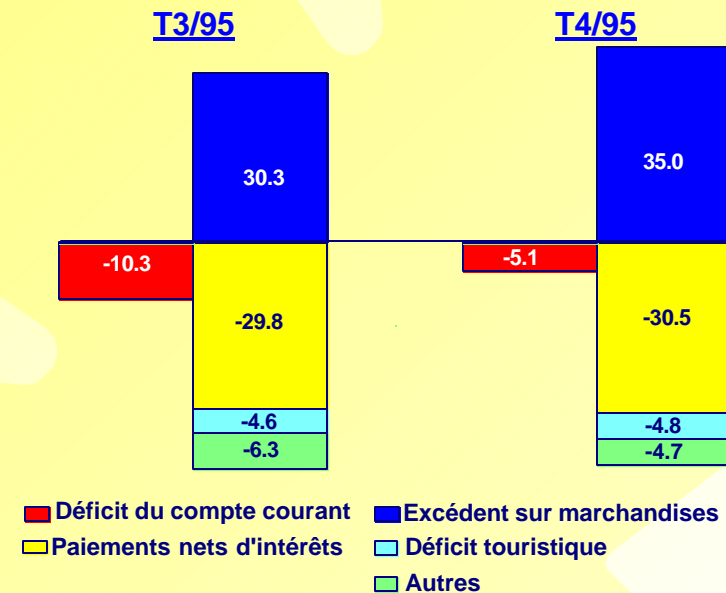
...l'excédent du commerce de marchandises atteignant un sommet.

L'excédent du commerce de marchandises a atteint un sommet de 8,8 milliards de dollars (35 milliards \$, en rythme annuel), en hausse de plus de 15 % comparativement au troisième trimestre.

- Les exportations ont augmenté de 2,7 %, alors que les importations n'ont progressé que de 0,9 %.
- Les plus importants gains enregistrés par les exportations ont été le fait des M&E, des matériaux industriels, des produits forestiers et des produits automobiles.
- Les importations de M&E, de matériaux industriels et de biens de consommation ont été celles qui ont augmenté le plus.

Composition du déficit

En milliards de \$, TAD



Source: Statistique Canada



Scène canadienne

Aperçu de la situation des secteurs

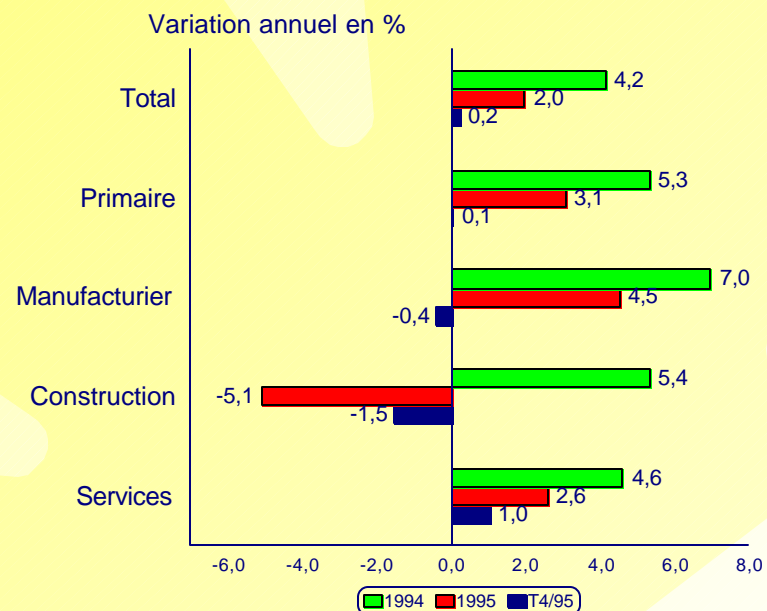
La croissance de la production a été modérée dans la plupart des secteurs en 1995...

Au quatrième trimestre, la croissance a été relativement stable dans tous les secteurs. Toutefois, pour l'ensemble de l'année, la plupart des secteurs ont connu une croissance accrue, notamment :

- l'ensemble du secteur manufacturier;
- le secteur primaire;
- le secteur des services.

Le secteur de la construction est le seul secteur à avoir connu un repli de sa production l'an dernier.

Croissance du PIB réel



Source: Statistique Canada

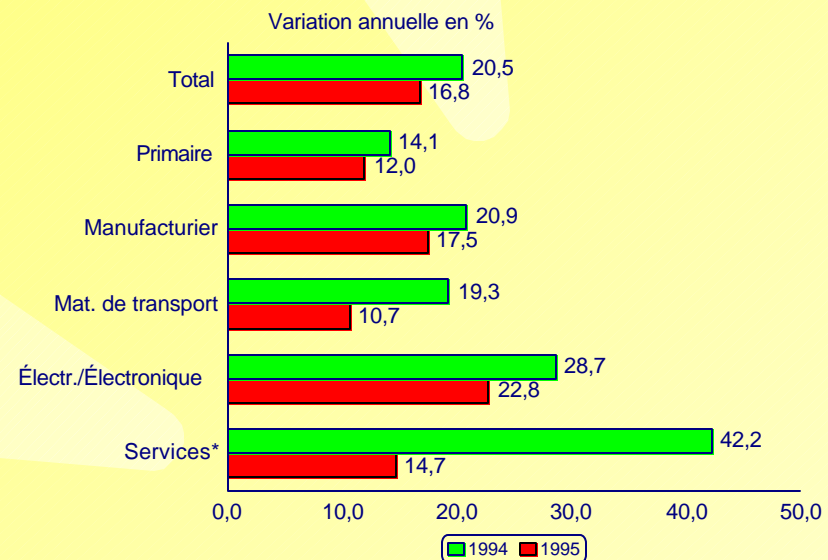
...grâce aux exportations.

La croissance des exportations a été remarquable dans chaque secteur de l'économie.

Au cours des deux dernières années, la croissance des exportations globales a été la plus vigoureuse dans les secteurs suivants :

- le secteur des services;
- le secteur des produits électriques et électroniques;
- l'ensemble du secteur manufacturier.

Croissance des exportations

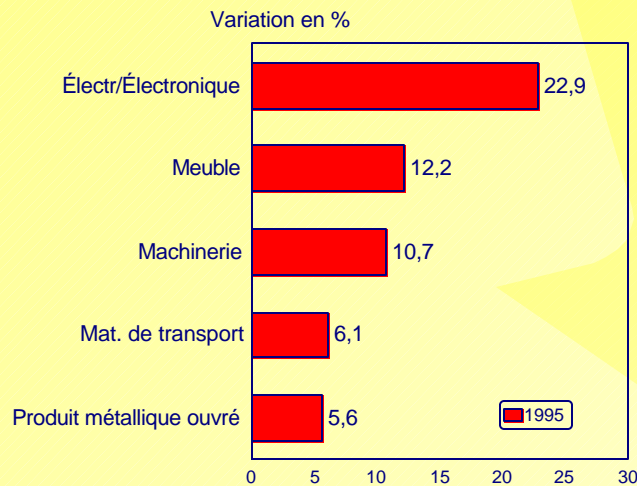


*Ne comprend que les communications et le commerce de gros et de détail.

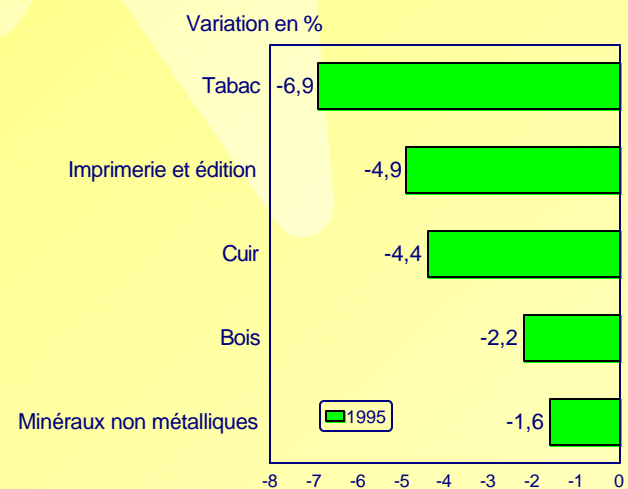
Source: Statistique Canada

Toutefois, le rythme de croissance varie grandement d'un secteur à l'autre.

**Croissance de la production
Les cinq secteurs de fabrication
les plus performants**



**Croissance de la production
Les cinq secteurs de fabrication
les moins performants**



Pour la deuxième année consécutive, le groupe des produits électriques et électroniques a obtenu les meilleurs résultats dans le secteur manufacturier.

L'industrie du tabac a souffert en 1995, après avoir connu une excellente croissance en 1994.

En général, les secteurs à vocation exportatrice ont obtenu de meilleurs résultats que les secteurs tournés vers l'intérieur.

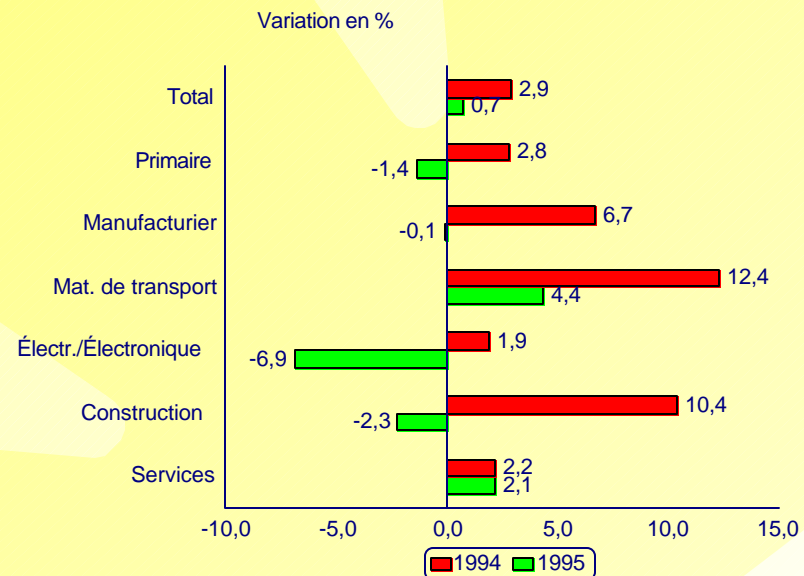
La croissance de l'emploi est faible et inégale.

Malgré l'augmentation soutenue de la production, la croissance de l'emploi a été faible dans l'ensemble et a varié grandement d'un secteur à l'autre.

En 1995, 99 000 emplois nets ont été créés. Des gains importants ont été réalisés dans certains secteurs, dont ceux des services (+194 000), de l'impression et de l'édition (+14 000) et du matériel de transport (+11 000).

Le secteur de la construction a connu une baisse de l'emploi (-17 000), tout comme le secteur primaire (-10 000) et celui des produits électriques et électroniques (-10 000).

Croissance de l'emploi



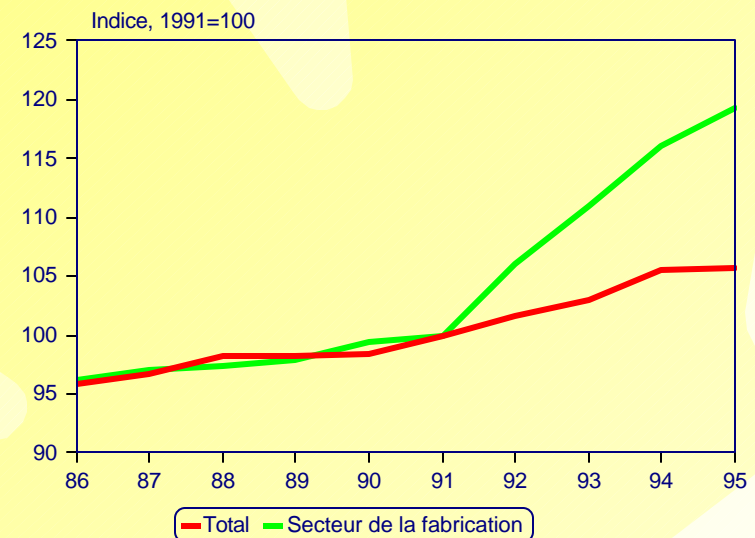
Source: Statistique Canada

L'augmentation de la productivité de la main-d'oeuvre...

La productivité de la main-d'oeuvre a été léthargique durant la dernière partie des années 80. Elle s'est toutefois redressée ces dernières années, particulièrement dans le secteur manufacturier.

L'augmentation notable de la productivité de la main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier témoigne de l'importante modernisation des usines et de l'équipement ayant suivi la dernière récession.

Productivité de la main-d'oeuvre*



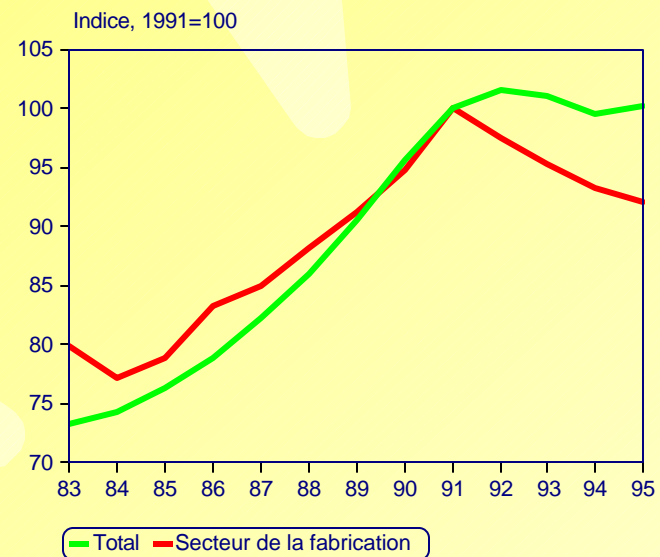
Source: Statistique Canada

...et la diminution des coûts unitaires de main-d'oeuvre...

Le fléchissement récent des coûts unitaires de main-d'oeuvre a mis un terme à la tendance à la hausse amorcée en 1982.

La restructuration des entreprises, conjuguée uniquement à des augmentations modestes des salaires, a contribué à la baisse des coûts unitaires de main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier et l'ensemble de l'économie.

Coût unitaire de la main-d'oeuvre



Source: Statistique Canada

...ont contribué à la remontée des bénéfices dans la plupart des secteurs.

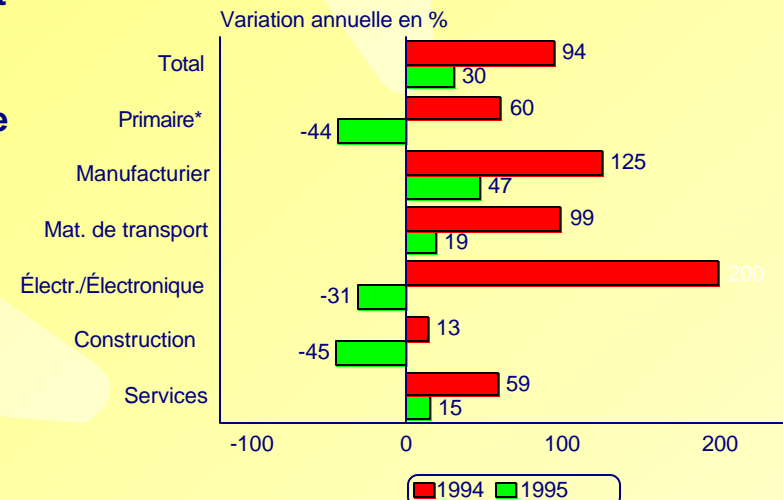
En 1995, la croissance des bénéfices a ralenti par rapport à 1994. Toutefois, comparativement aux années précédentes, le niveau des bénéfices est beaucoup plus élevé qu'il ne l'était. On a observé une vigoureuse croissance des bénéfices dans les secteurs suivants :

- l'ensemble du secteur manufacturier;
- le secteur des services;
- le secteur du matériel de transport.

Trois secteurs ont vu leurs bénéfices diminuer en 1995 :

- le secteur des produits électriques et électroniques;
- le secteur de la construction;
- le secteur primaire (l'exploitation minière seulement).

Bénéfices (après impôt)



* Industries minières seulement.

Source: Statistique Canada

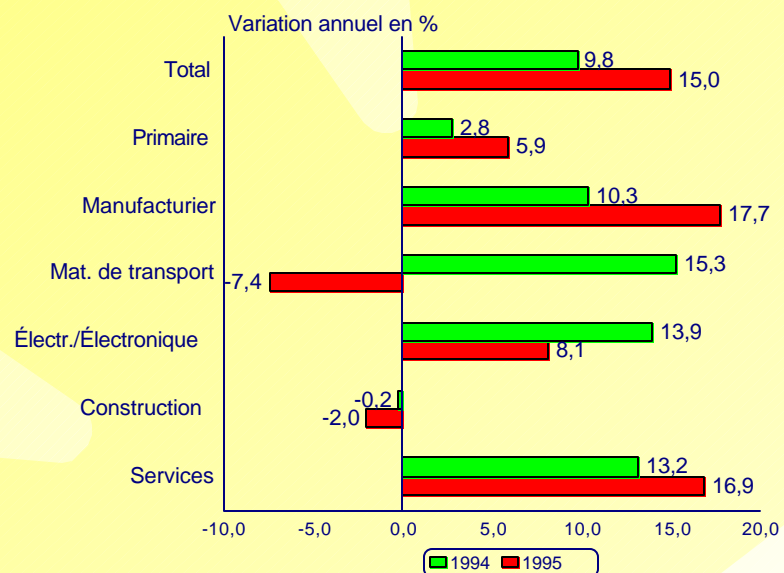
Le réinvestissement des bénéfiques contribuera à créer des emplois.

Ces dernières années, l'investissement dans les M&E a crû à un rythme record, près de 10 % pour l'ensemble de l'économie en 1994. L'enquête de 1995 sur les intentions d'investissement a révélé que les sommes investies dans les M&E allaient augmenter de 15 % en 1995.

Les données préliminaires de l'enquête de 1996 semblent indiquer que l'investissement dans les M&E va poursuivre sa croissance cette année, mais à un rythme plus modéré.

L'importance de l'investissement observée ces dernières années contribuera à la poursuite de l'augmentation de la productivité, ce qui mènera à la création de nouveaux emplois et à l'augmentation du revenu dans les mois et années à venir.

Investissement en M&E*



* les données de 1995 sont basées sur une enquête d'investisseurs.
Source: Statistique Canada

L'augmentation récente du nombre de faillites*

Les faits

* Le présent rapport a été préparé en collaboration avec le Bureau du surintendant des faillites et le Bureau de la consommation d'Industrie Canada.

Le nombre de faillites est à la hausse...

Le nombre de faillites (personnelles* et commerciales) a augmenté considérablement au cours des dernières années.

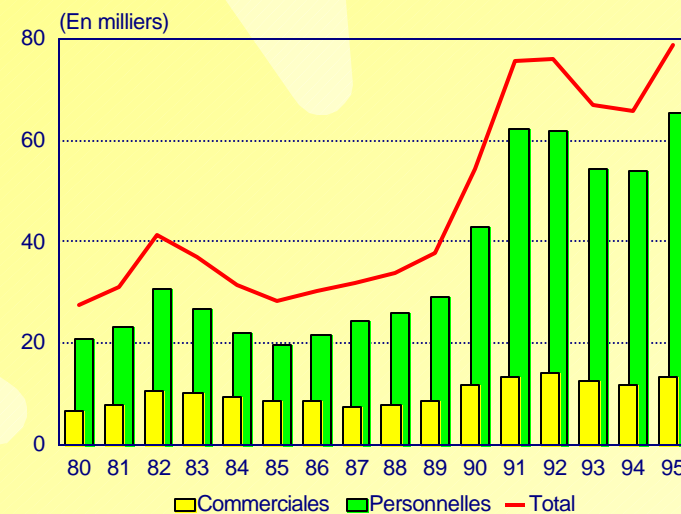
- En 1995, 78 690 faillites ont été enregistrées -- un nouveau record.
- 83 % de ces faillites étaient des faillites personnelles.

Les faillites personnelles sont principalement responsables de l'augmentation générale.

- Depuis 1980, le nombre de faillites personnelles a augmenté à un taux annuel de 7,9 %.
- Par ailleurs, le nombre de faillites commerciales a augmenté à un taux de 4,8 % par année.

* La faillite personnelle intervient lorsque le débiteur est un particulier et plus de 50 % du passif est lié à des dettes à la consommation.

Faillites



Source: Industrie Canada

Présage ou aberration?

L'augmentation du nombre de faillites est un indicateur critique de la détérioration de la situation financière des particuliers et des entreprises.

Ainsi, elle témoigne éloquemment des conséquences d'une économie sous-performante.

La hausse du nombre de faillites peut être signe :

- d'une augmentation de la volatilité économique**
- d'une lenteur dans l'adaptation aux changements structurels de l'économie canadienne (notamment la mondialisation, la libéralisation des échanges, l'évolution rapide des connaissances et les percées technologiques)**
- d'un processus d'adaptation typique d'une économie qui sort d'une récession**
- d'un changement d'attitude à l'égard de la faillite.**

Il importe de découvrir les raisons sous-jacentes de l'augmentation et, du point de vue de la politique, de comprendre si :

- l'augmentation sensible du nombre de faillites personnelles sera temporaire**
- la poursuite de la croissance économique et une meilleure situation de l'emploi pourraient réduire le nombre de faillites personnelles à l'avenir.**

Faillites personnelles

Nature et étendue du problème

Le nombre de faillites personnelles a atteint un niveau record...

Le nombre de faillites personnelles semble avoir atteint un nouveau plateau (encore plus élevé) dans les années 90.

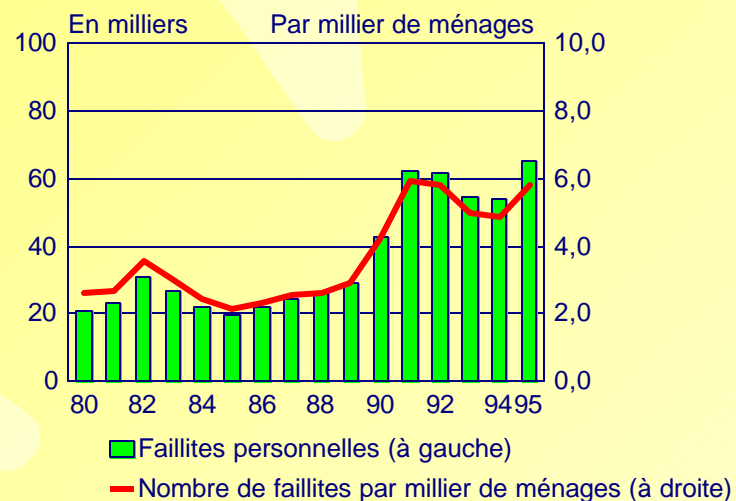
- Le nombre élevé de faillites personnelles enregistré durant les années 90 semble persister -- la très forte hausse enregistrée durant la récession n'a pas été compensée par une très forte diminution durant la relance de l'économie, comme ce fut le cas dans les années 80.

- Le nombre de faillites personnelles enregistrées en 1995 était plus de trois fois plus élevé que celui qui a été enregistré dans les années 80.

- Le nombre de faillites par millier de ménages a plus que doublé depuis 1986, atteignant un sommet en 1991.

- Le nombre de faillites personnelles a augmenté à un taux annuel composé de 8,9 % au cours de 1990-1995 (comparativement à 7,4 % au cours de 1980-1990).

Incidence des faillites personnelles



Source: Industrie Canada; Statistique Canada

... tout comme le passif moyen

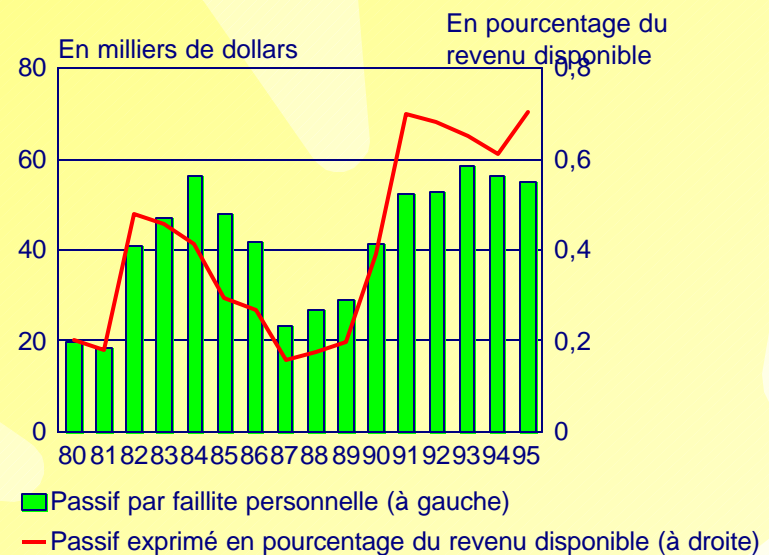
Le passif moyen par faillite personnelle a augmenté considérablement, passant à plus de 50 000 \$ dans les années 90 :

- Les niveaux élevés se sont maintenus même durant la reprise.

Exprimé en pourcentage du revenu disponible, le passif a augmenté rapidement entre 1989 et 1991, et il est resté élevé depuis.

- En général, l'endettement des consommateurs, exprimé en pourcentage du revenu disponible, est beaucoup plus élevé aujourd'hui.

Passif des particuliers



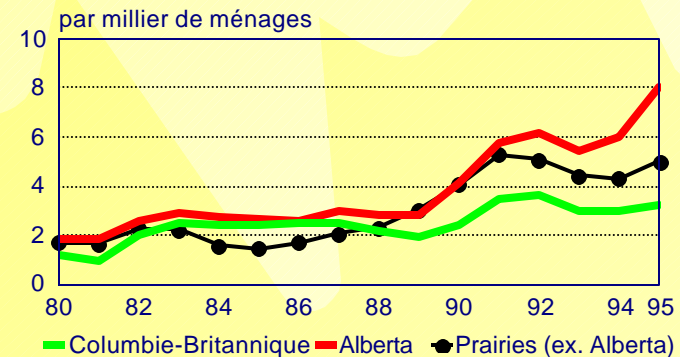
Source: Industrie Canada; Statistique Canada

Le nombre de faillites personnelles varie d'une région à l'autre

Malgré une croissance économique supérieure à la moyenne au cours des dernières années, l'Alberta affiche des taux de faillites personnelles bien au-dessus de la moyenne.

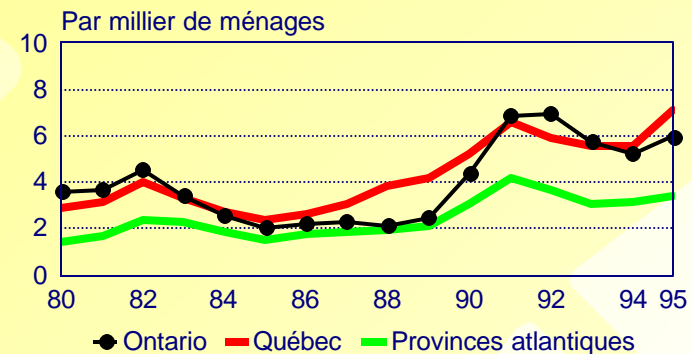
- En 1995, un ménage albertain sur 124 déclarait faillite, suivi d'un ménage québécois sur 141 et d'un ménage ontarien sur 168.
- Les provinces atlantiques (1 ménage sur 292) et la Colombie-Britannique (1 ménage sur 306) affichaient les taux les moins élevés.

Incidence régionale des faillites personnelles



Source: Industrie Canada; Statistique Canada

Incidence régionale des faillites personnelles



Source: Industrie Canada; Statistique Canada

Faillites personnelles

Déterminants

La dynamique des faillites personnelles

Les principaux précurseurs de l'insolvabilité au Canada et aux États-Unis sont les périodes sans revenu et les changements d'emploi.

- **Les taux élevés de changement d'emploi et les périodes sans revenu obligent les particuliers à puiser dans leurs économies et à accumuler des dettes.**
- **Cela les rend de plus en plus vulnérables aux caprices de l'économie.**
- **Quelque 75 % des Canadiens qui ont fait faillite (80 % des Américains) ont souvent changé d'emploi et ont connu des périodes de chômage au cours des trois années précédant leur faillite.**

Les tendances macro-économiques sont utiles pour comprendre les changements qui s'opèrent sur le plan des faillites.

Déterminants macro-économiques

On peut dégager trois grands déterminants macro-économiques :

- la croissance réelle du PIB;
- le taux de chômage;
- le ratio d'endettement des ménages (les dettes du ménage exprimées en pourcentage du revenu disponible).

Les changements notés récemment dans ces variables sont très utiles pour expliquer l'augmentation récente du nombre de faillites.

Effet estimatif des déterminants macro-économiques

Une augmentation de 1% fait augmenter le nombre de faillites personnelles de ...
de la croissance du PIB	-1502
du taux de chômage	3057
du ratio d'endettement des ménages	1263

Source: Industrie Canada

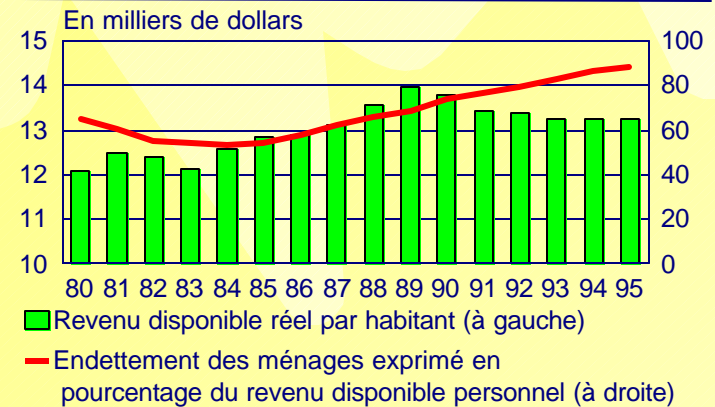
Les consommateurs vivent un très grand stress financier...

Le consommateur a mis du temps à participer à la récente expansion à cause des facteurs suivants :

- des taux de chômage élevés,
- une incidence accrue du chômage à long terme
-- les cas de chômage de plus d'un an sont passés de 6 % du chômage total en 1990 à 15 % en 1994;
- une augmentation du roulement de l'emploi et des périodes sans revenu.

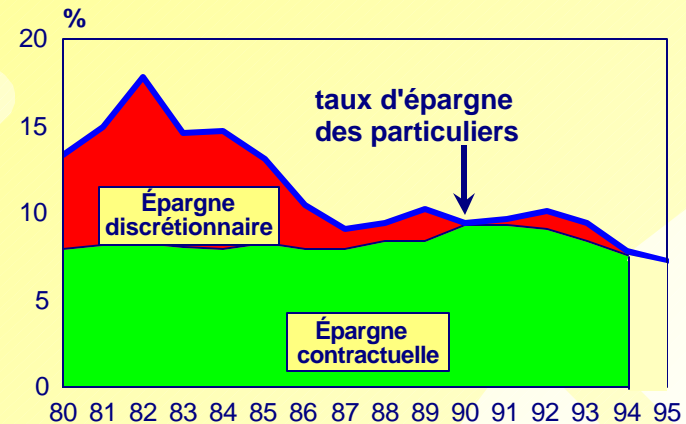
Ces facteurs se sont traduits par une baisse du revenu disponible, une importante diminution de l'épargne, ainsi qu'une augmentation de l'endettement et du nombre de faillites.

Revenu disponible réel par habitant et endettement des ménages



Source: Statistique Canada

Taux d'épargne des particuliers



Source: Statistique Canada

... ce qui explique la hausse du nombre de faillites personnelles.

Selon notre analyse, environ 95 % de l'augmentation du nombre de faillites enregistrées depuis dix ans peut être attribuée à l'augmentation du ratio d'endettement et à ses causes sous-jacentes (p. ex. revenu disponible stagnant, taux élevés de roulement de l'emploi et périodes sans revenu).

Une importante diminution du ratio d'endettement (et par conséquent du nombre de faillites personnelles) ne se fera que si :

- le revenu disponible augmente et/ou
- les consommateurs adaptent leurs habitudes de consommation.

On ne peut pas s'attendre à ce que ces changements se produisent du jour au lendemain, même s'il y a quelques signes encourageants depuis un an.

Explication de l'augmentation du nombre de faillites personnelles

De 1985 à 1995

Élément	Effet sur le nombre de faillites personnelles
Variation de la croissance du PIB	4066
Variation du taux de chômage	-3057
Variation de l'endettement des ménages	43408
Autres facteurs	<u>1263</u>
Total	45680

Source: Industrie Canada

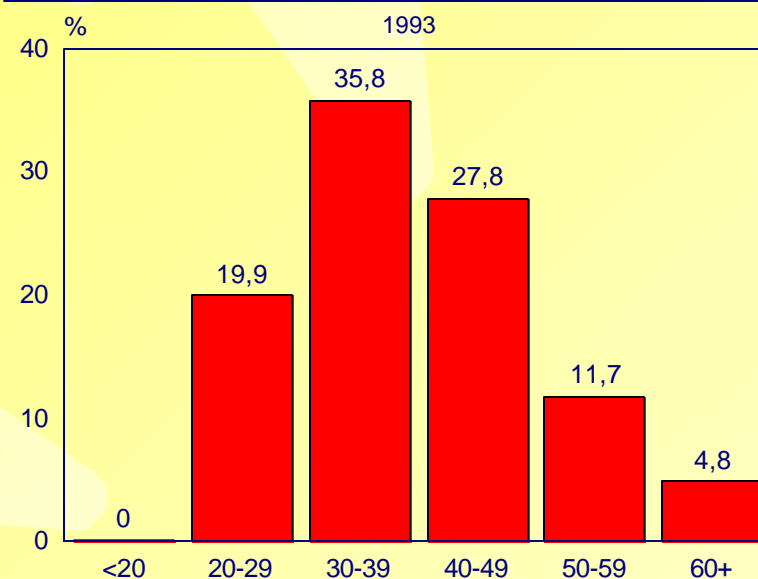
La démographie est un facteur qui a également contribué à l'augmentation du nombre de faillites...

Le vieillissement des membres de la génération du baby-boom est en partie responsable de l'augmentation du nombre de faillites personnelles.

Les particuliers en faillite sont plus âgés. La plupart ont maintenant entre 30 et 39 ans.

- Toutefois, au début des années 80, la plupart des débiteurs étaient dans la vingtaine.

Répartition des faillites personnelles selon l'âge



Source: Industrie Canada

... tout comme les nouvelles habitudes face au crédit.

Deux autres facteurs sont liés à l'augmentation du nombre de faillites personnelles :

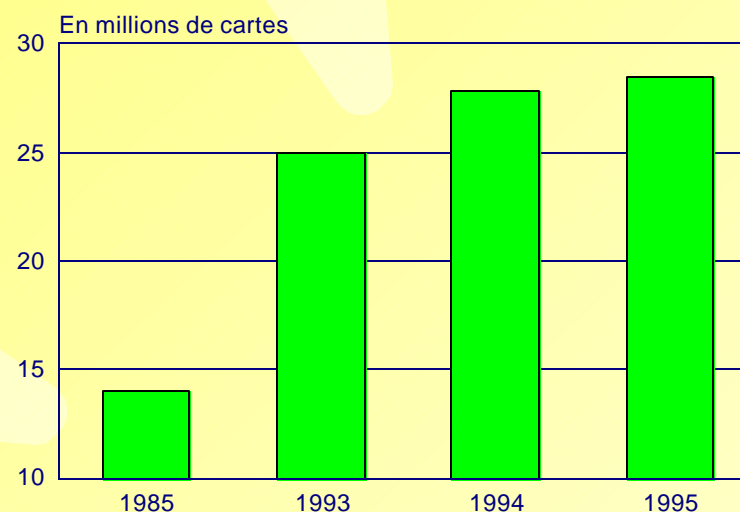
- de nouvelles habitudes face au crédit et de nouveaux produits de crédit;
- la facilité d'accès au crédit (cartes de crédit, marges de crédit).

Bien que la valeur nette et les cartes de crédit servent de coussin de sécurité pendant une période sans revenu, lorsque les personnes retournent au travail, leur dette accumulée n'est souvent plus gérable :


- 28 millions de cartes de crédit ont été émises en 1995 comparativement à 14 millions en 1985;
- plus de 80 % des faillis avaient accumulé près de 6 000 \$ de dettes par carte de crédit.

Crédit aux ménages

Cartes de crédit VISA et MASTERCARD en circulation



Source: Industrie Canada



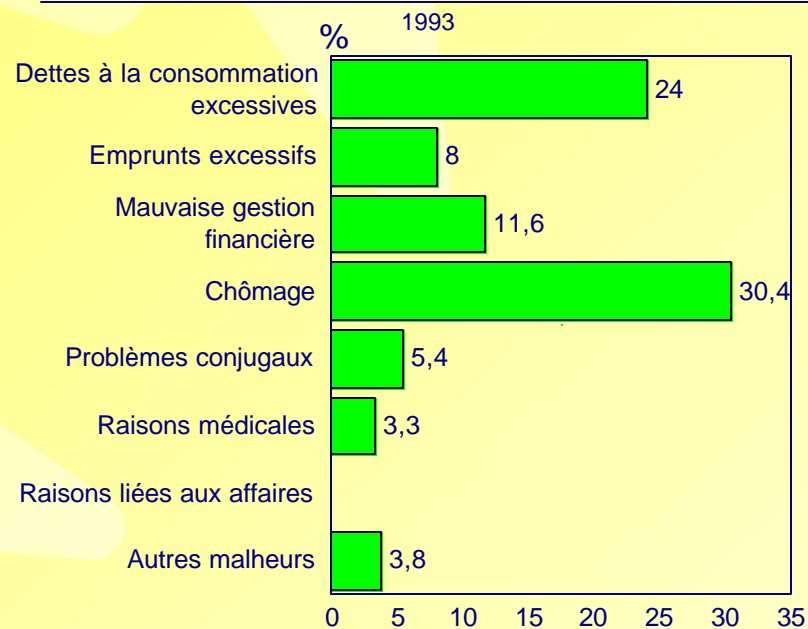
**Profil socio-économique
des faillites personnelles**

Causes présumées de l'insolvabilité

Les dettes à la consommation, le chômage et la mauvaise gestion financière sont les raisons les plus couramment invoquées par les débiteurs pour expliquer leur problème d'insolvabilité.

Les problèmes conjugaux, qui sont souvent considérés comme l'une des principales causes de l'insolvabilité, ne semblent pas être un facteur aussi important selon les débiteurs.

Raisons invoquées pour expliquer un problème d'insolvabilité



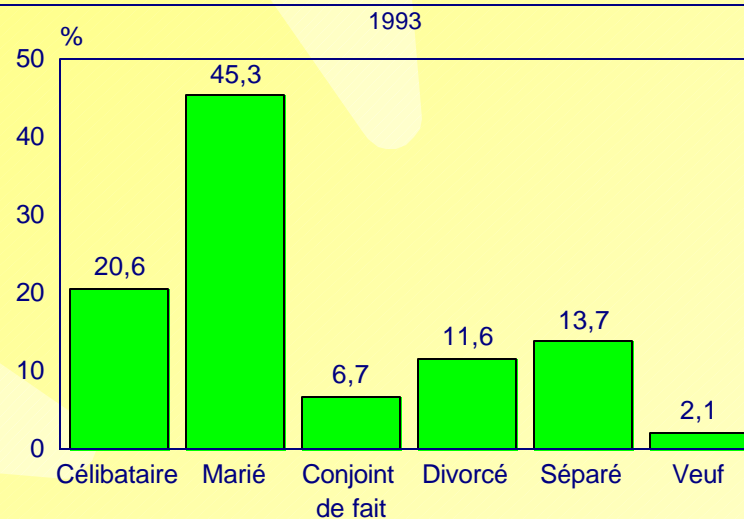
Source: Bureau du surintendant des faillites

Profil démographique des personnes qui déclarent faillite

En 1993, les faillis avaient un taux plus élevé de rupture de mariage, un plus grand nombre de dépendants et un revenu plus faible que la moyenne des Canadiens :

- les faillis divorcés constituent environ 12 % des faillis (comparativement à 5,3 % pour la population en général);
- les faillis ont en moyenne 2,1 dépendants comparativement à 1,2 pour l'ensemble des ménages canadiens;
- un plus grand nombre d'hommes (62,9 %) que de femmes (37,1 %) déclarent faillite;
- le revenu moyen des faillis est de 1 854 \$ par mois par opposition à 4 343 \$ par mois pour l'ensemble des familles canadiennes.

Répartition des faillites personnelles selon l'état civil



Source: Bureau du surintendant des faillites

Faillites personnelles

Cadre législatif

Le cadre législatif vise l'équité et la responsabilité...

La réforme législative de 1992 visait à rationaliser les instances d'insolvabilité et permettait le dépôt de «propositions personnelles» qui :

- permettent aux créanciers de récupérer plus d'argent que la simple liquidation de l'actif;
- permettent la réhabilitation du débiteur (orientation);
- sont choisies par plus de 2 400 personnes par année.

Les modifications proposées en 1995 visent à établir un juste équilibre entre la réhabilitation et l'obligation :

- en obligeant les particuliers à remettre une partie de leur «revenu excédentaire»
- en exemptant de saisie les prestations de soutien de revenu
- en mettant un frein aux faillites qui sont déclarées par les étudiants pour éviter de rembourser leurs prêts étudiants
- en permettant au conjoint de présenter une proposition de consommateur conjointe
- en faisant en sorte que les jugements rendus dans les cas d'agressions sexuelles ou de voies de fait ne puissent faire l'objet d'une libération
- en déclarant prioritaires les pensions versées au conjoint et aux enfants
- en offrant un processus de médiation pour régler les différends et les conflits.

Faillites personnelles

Conclusion

Faillites personnelles : conclusion

Le taux de faillites personnelles est non seulement un indicateur critique de la santé financière d'un pays, mais aussi un important indicateur «tardif» des difficultés économiques auxquelles font face les consommateurs. La récente augmentation du nombre de faillites reflète les points suivants :

- la récession des années 90;**
- l'adaptation aux nouvelles demandes du marché de la main-d'oeuvre;**
- le niveau élevé d'endettement et la disparition de l'épargne discrétionnaire;**
- le changement d'attitude à l'égard du crédit.**

De toute évidence, le fait que le nombre de faillites personnelles se maintienne à des niveaux records suppose que cette situation n'est peut-être pas temporaire. Il n'y a pas de solutions miracles, compte tenu des facteurs contributifs susmentionnés.

Faillites personnelles : conclusion (suite)

Une forte production et une croissance de l'emploi contribueront à réduire le nombre de faillites personnelles.

Cependant, les particuliers devront, pour leur part, améliorer leur bilan et modifier leurs attentes pour tenir compte des nouvelles réalités du marché du travail et des sévères restrictions financières auxquelles ils devront faire face.

La base législative a été remaniée en 1992 afin de rationaliser les procédures et d'offrir des solutions de rechange aux Canadiens :

- les modifications proposées en 1995 visent à établir un juste équilibre entre la responsabilité du particulier de rembourser ses dettes et la possibilité qu'il soit libéré de ses dettes.**

Le train de modifications législatives vise à faire prévaloir l'équité dans la loi canadienne de l'insolvabilité en encourageant les débiteurs à assumer, lorsque cela est possible, une plus grande part de responsabilité et à opter, au besoin, pour une proposition qui profiterait à tous les intéressés, y compris à eux-mêmes.

Faillites commerciales

Nature et étendue du problème

Le nombre de faillites commerciales a également augmenté...

Comme pour les faillites personnelles, l'augmentation du nombre de faillites commerciales enregistrées dans les années 90 n'est pas revenu aux niveaux qui prévalaient avant la récession.

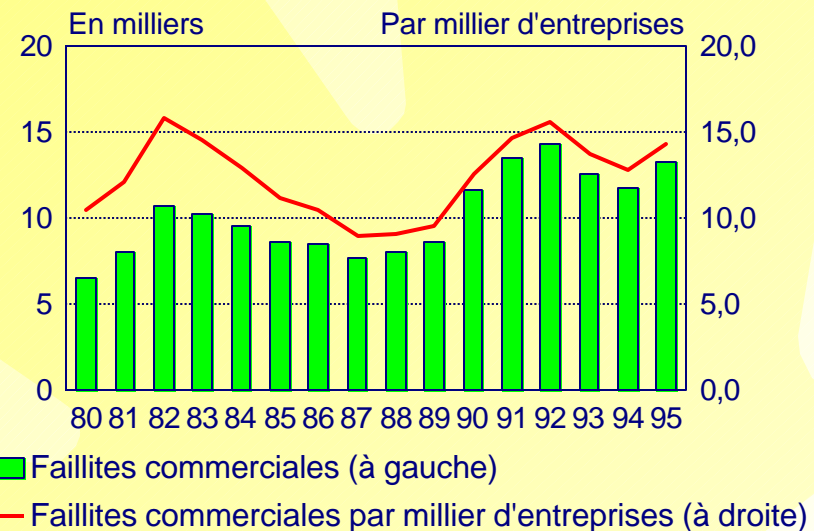
Le nombre de faillites commerciales a doublé entre 1980 et 1995, alors que le nombre d'entreprises n'a augmenté que de 48 %.

-Cela a donné lieu à une incidence plus élevée de faillites (de 10 faillites sur 1 000 entreprises en 1980 à environ 14 faillites sur 1 000 entreprises en 1995).

L'incidence des faillites commerciales semble davantage liée au cycle économique que dans le cas des faillites personnelles.

Au cours de la dernière décennie, les taux de faillite au Canada et aux États-Unis se sont beaucoup ressemblés.

Incidence des faillites commerciales



Source: Industrie Canada; Statistique Canada

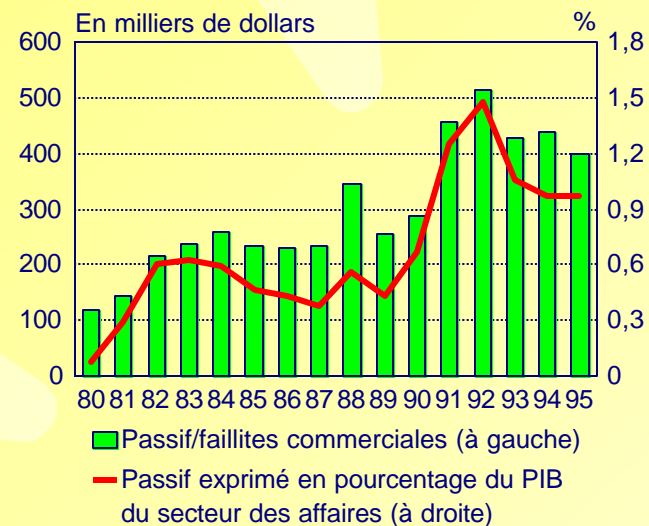
... tout comme le passif moyen des entreprises.

Le passif des entreprises en faillite a considérablement augmenté entre 1980 et 1990.

Le passif moyen des entreprises en faillite et le passif exprimé en pourcentage du PIB du secteur des affaires ont tendance à augmenter durant les récessions et à diminuer durant les périodes d'expansion (les derniers sommets ont été atteints en 1984 et en 1992).

- Cependant, ils ne sont pas encore revenus aux niveaux qui prévalaient avant la récession (1990).

Passif des entreprises



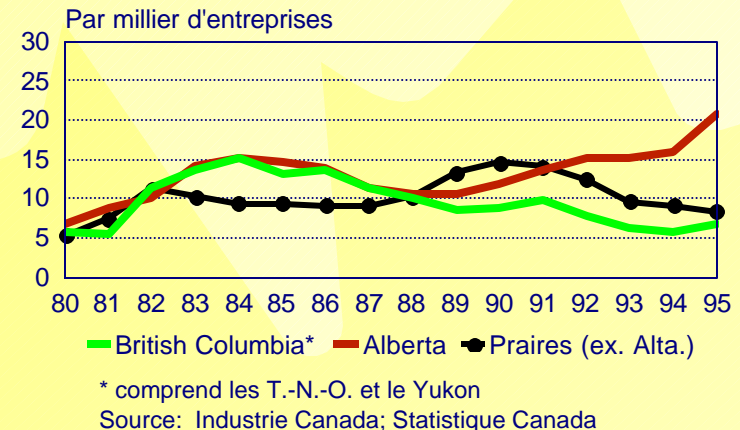
Source: Industrie Canada; Statistique Canada

Le nombre de faillites varie d'une région à l'autre

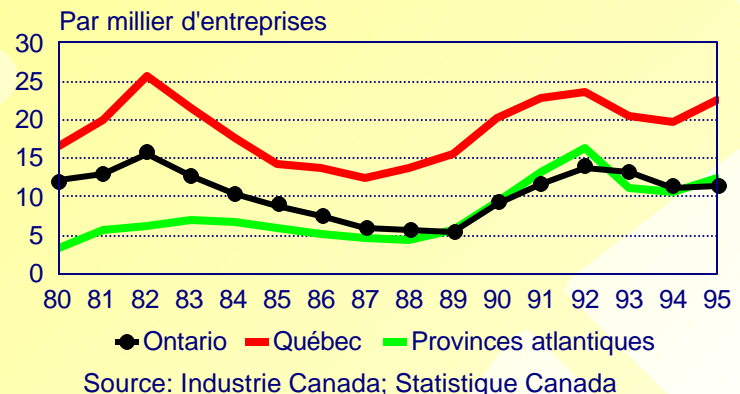
Le nombre de faillites commerciales, surtout dans l'Ouest canadien, semble avoir varié durant la période 1990-1995 :

- le nombre de faillites sur 1 000 entreprises a considérablement augmenté en Alberta (de 7 en 1980 à 21 en 1995)
- en 1995, la Colombie-Britannique affichait le plus faible taux (7), soit le même taux qu'elle affichait en 1980
- la Colombie-Britannique a également enregistré la plus forte augmentation du nombre d'entreprises par année au cours de la période 1990-1995 (2,2 % comparativement à 1,6 % en Alberta)
- le Québec a enregistré le plus fort taux de faillites au Canada (23), suivi de l'Alberta (21), des provinces atlantiques (13) et de l'Ontario (11).

Faillites commerciales Incidence régionale



Faillites commerciales Incidence régionale



Le secteur des services est celui qui compte le plus grand nombre de faillites

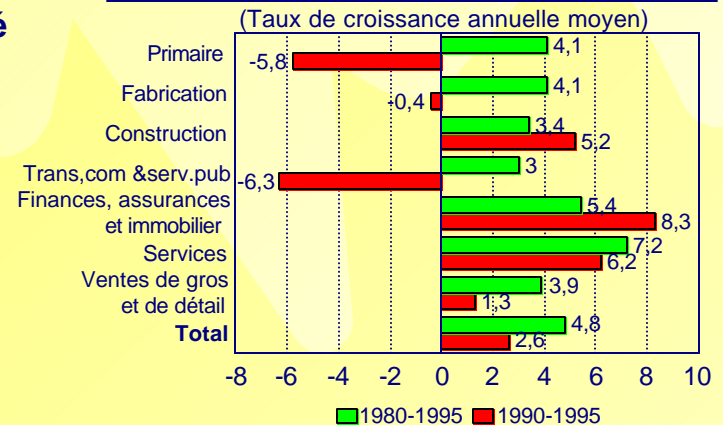
Le marché intérieur est encore le point fort dominant du secteur des services. Ce secteur a été durement touché par la diminution des dépenses de consommation.

- Il a enregistré la plus forte augmentation du nombre de faillites commerciales au cours de 1990-1995.
- Le secteur des finances, de l'assurance et de l'immobilier, ainsi que le secteur des services (tels que les services aux entreprises, et le logement, l'alimentation et les boissons) ont affiché la plus forte croissance du nombre de faillites commerciales.
- Le secteur des services a également enregistré le plus grand nombre de faillites en 1995 (34,8 % du total), suivi des secteurs de la vente de détail et de la vente de gros (28,2 %).

Par ailleurs, les industries de fabrication de biens destinés à l'exportation (fabrication et exploitation des ressources) ont vu leur part des faillites commerciales diminuer.

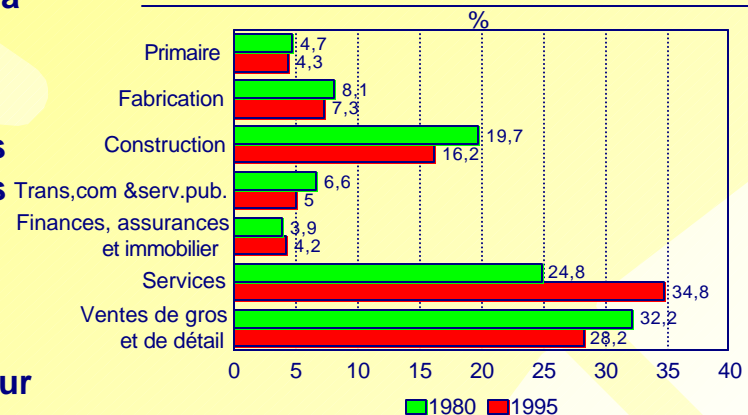
L'écart grandissant entre le nombre de faillites enregistré dans les secteurs axés sur l'exportation et celui des faillites enregistrés dans les secteurs axés sur le marché intérieur peut refléter, en partie, le fait que la croissance économique est depuis peu fortement régie par les exportations.

Faillites commerciales Croissance par secteur



Source: Industrie Canada; Statistique Canada

Faillites commerciales Part des faillites commerciales



Source: Industrie Canada; Statistique Canada

Faillites commerciales

Déterminants

La structure financière joue un rôle clé

On estime généralement que la «macro-économie» influe sur le nombre de faillites.

- Le nombre de faillites augmente généralement à la suite d'une période de faible croissance économique et de taux d'intérêt élevés (quoique l'effet de ce dernier facteur est difficile à isoler).

Cependant, il est évident que des facteurs micro-économiques, par exemple la structure financière (définie par le ratio dette/avoir des actionnaires), joue un rôle très important.

Déterminants économiques des faillites commerciales

Déterminant	Variation du nombre de faillites commerciales
Croissance de 1% du PIB	-21
Augmentation de 10 points de base du ratio dette/avoir des actionnaires	2811

Source: Industrie Canada

D'autres facteurs sont également très importants

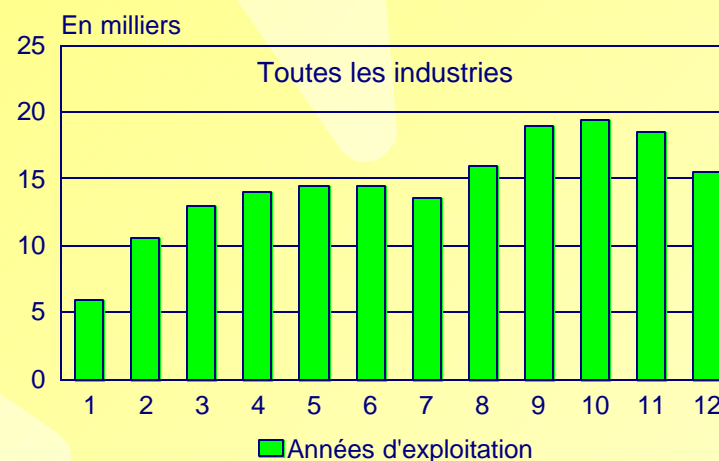
D'autres facteurs (plus difficilement mesurables) contribuent également aux faillites commerciales :

- les compétences en gestion
- la qualité du produit.

Selon des faits récemment notés chez les entreprises :

- un plus grand nombre d'entreprises ferment leurs portes durant la dixième année d'exploitation plus que toute autre année;
- en moyenne, il y a moins de fermetures les première, deuxième et troisième années d'exploitation;
- les taux de fermeture varient d'une industrie à l'autre -- les entreprises de fabrication et de vente de gros cessent leurs activités au cours des premières années d'exploitation, tandis que les entreprises de vente de détail et de services ferment leurs portes en plus grand nombre plus tard;
- presque toutes les entreprises en faillite sont petites et leur actif et passif est inférieur à 1 million de dollars.

Fermeture d'entreprises



Source : Base de données de Dun & Bradstreet comprenant 176 150 entreprises canadiennes, mentionnée dans le Globe and Mail du 29 novembre 1995.

Les dernières années ont été difficiles

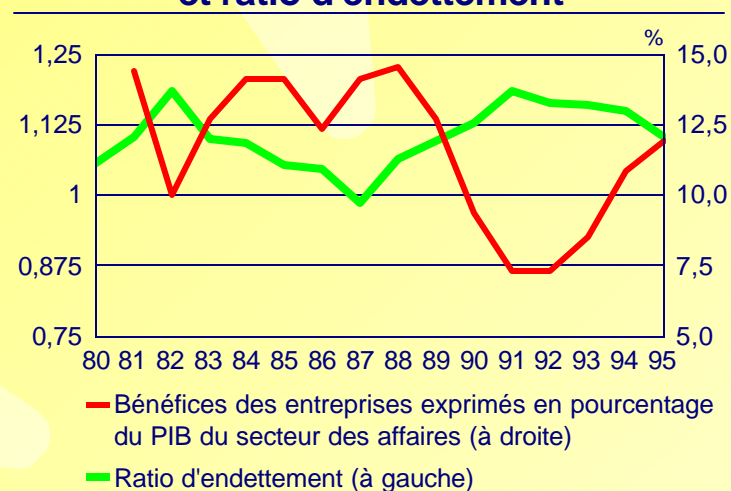
Même s'il y a des lueurs d'espoir :

- l'investissement des entreprises, surtout dans la machinerie et le matériel, demeure élevé;
- en 1995, les sociétés sont devenues des prêteurs nets à d'autres secteurs de l'économie.

Les entreprises subissent des pressions :

- même si les bénéfices des entreprises sont à la hausse, ils ne pas encore revenus aux niveaux atteints au plus fort de la période de croissance des années 80;
- l'effet se fait donc sentir dans le bilan des entreprises;
- parallèlement, la restructuration se poursuit.

**Bénéfices des entreprises
et ratio d'endettement**



Source: Industrie Canada; Statistique Canada

Pourquoi le nombre de faillites commerciales a-t-il augmenté?

On peut attribuer environ les deux tiers de l'augmentation du nombre de faillites commerciales survenues entre 1985 et 1995 à la détérioration du bilan des entreprises.

Le nombre de faillites commerciales devraient diminuer au fur et à mesure que les bénéfices des entreprises reviennent à la normale.

Explication de l'augmentation du nombre de faillites commerciales

De 1985 à 1995

Élément	Contribution au nombre de faillites
Variation de la croissance du PIB	57,5
Variation du ratio dette/avoir des actionnaires	1447,7
Autres facteurs	<u>2174,8</u>
Total	3680

Source: Industry Canada; Statistics Canada

Faillites commerciales

***Modifications proposées à la Loi sur la
faillite et l'insolvabilité***

Davantage de réorganisations d'entreprises...

La réforme législative de 1992 favorise la réorganisation comme solution de rechange à la faillite.

De 1993 à 1995 :

- 1 728 entreprises constituées en société et 1 699 entreprises non constituées en société ont réorganisé leurs affaires -- cela représente plus de 8 % de toutes les entreprises insolubles
- de ce nombre, 836 entreprises constituées en société et 910 entreprises non constituées en société existent toujours aujourd'hui
- selon une étude, plus de 16 720 emplois ont été préservés
- les réorganisations régénèrent également 48 % des dettes non acquittées, comparativement aux liquidations qui rapportent, en moyenne, moins de 10 %.

Les modifications proposées en 1995 renforceront encore davantage les dispositions relatives aux réorganisations :

- la protection concernant la responsabilité des administrateurs de l'entreprise contribuera à garantir que ces derniers n'abandonnent pas le navire au moment où l'on a le plus besoin d'eux;
- la protection concernant l'environnement durant l'insolvabilité;
- l'harmonisation avec d'autres dispositions législatives canadiennes en matière d'insolvabilité (LACC);
- la codification et la clarification des règles canadiennes afin de faciliter l'administration des cas d'insolvabilité internationale;
- une administration plus efficace de l'insolvabilité des entreprises de valeurs mobilières.

Faillites commerciales

Conclusion

Faillites commerciales : conclusion

Le nombre de faillites commerciales a augmenté au cours des années 90, mais pas autant que le nombre de faillites personnelles.

Exprimé en pourcentage du nombre total d'entreprises, le nombre de faillites commerciales n'accuse qu'une légère hausse durant les années 90.

Toutefois, le secteur des services, qui dépend davantage de l'économie nationale, a enregistré la plus forte augmentation relative du nombre de faillites depuis 1980.

Les taux de faillites semblent varier d'une région à l'autre. Cela est particulièrement vrai dans l'Ouest canadien.

De plus en plus d'entreprises en détresse proposent la réorganisation plutôt que la liquidation. Les modifications proposées en 1995 permettront de renforcer les dispositions relatives à la réorganisation.

Enfin, il semble que les efforts de restructuration déployés depuis le début des années 90 aident les entreprises à devenir plus rentables et à améliorer leur bilan -- en 1995, les sociétés sont devenues des prêteurs nets aux autres secteurs de l'économie.